

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

# Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

## Déclaration du groupe UNSA

D'après le Littré, investir c'est :

- mettre en possession d'un pouvoir, d'une autorité, d'un droit ;
- Envelopper de troupes, environner de gardes pour fermer les issues.

Cette première notion n'est pas si dépassée par l'usage actuel, puisqu'il s'agit bien de redonner place, avenir, ambitions à l'ensemble des citoyens et plus encore à ceux qui subissent le marquage de la relégation sociale.

Ainsi les jeunes, les familles monoparentales, plus généralement les femmes, sont encore les populations les plus impactées par le chômage et la pauvreté. On voit aussi se confirmer des problématiques liées au vieillissement et la perte de dépendance, et l'accentuation des fractures territoriales.

Les investissements sociaux, les prestations sociales, ne sont pas du caritatif, mais des outils, de corrections des inégalités et d'intégration dans un champ des possibles ouvert effectivement à tous. Car si les inégalités monétaires, en qualité de vie, sont relativement maîtrisées grâce à notre système redistributif et à l'accès aux services publics, certaines persistent, la plus cruelle mais aussi la plus significative étant l'espérance de vie en bonne santé, particulièrement discriminante suivant les conditions de vie et de travail.

L'Europe a cette chance de ne plus être en guerre, nous n'en connaissons pas moins une vraie rivalité économique et d'influence. Le château fort n'étant plus notre modèle de vie, c'est bien souvent à l'échelle européenne et internationale que se jouent les alliances et conquêtes. Pour autant, il nous faut défendre notre économie nationale via la construction d'une véritable stratégie industrielle, d'un rattrapage de notre retard sur la R&D en termes de financement mais aussi de considération des compétences des chercheurs et doctorants.

Dans une économie fondée sur la connaissance, l'innovation et la qualité, une formation aussi bien technique qu'ouvrant sur l'agilité de l'esprit est fondamentale. Que ce soit pour les formations tant initiales que continues, l'enjeu est trop grand pour ne pas prétendre à l'exigence de moyens et l'effectivité des objectifs attendus. On ne peut parler de parcours quand la seule espérance est de passer toute sa vie professionnelle au SMIC !

Les investissements publics contribuent directement à la croissance de l'économie pour autant que l'on revoit les critères de choix et d'attribution, mais aussi indirectement en tant qu'effet de levier et de bénéfices d'usages aux entreprises. Les impacts d'une « *transformation du statut juridique des*

*entreprises* » ne peuvent se faire à l'aune d'un budget public annuel, mais sur une vraie vision de long terme et en analysant les impacts sur l'ensemble des acteurs.

Plus préoccupant, nous « jouons » notre avenir quant à la situation écologique de notre planète. Nous devons donc relancer les leviers des investissements verts, que ce soit en termes d'outils de financement, qu'en termes de choix de priorisation : planification urbaine et des infrastructures de mobilité pour un meilleur usage des sols, réduction de l'emprunte carbone dans le bâtiment, les transports et notre consommation.

Nous vivons une curieuse période où les stratifications sociales, normatives et spatiales sont revenues à un niveau rarement atteint depuis longtemps : poids du diplôme initial, reproduction scolaire et patrimoniale, etc. et où, en même temps, les injonctions à l'agilité, à l'innovation et à la mobilité sont données comme solutions aux transitions qui se présentent.

Sachons trouver ensemble les voies d'une croissance au profit de tous.

L'UNSA a voté l'avis.